

ALLIER

TERRITOIRE D'AVENIR

Journal du groupe Socialiste, Républicain et Apparentés



EDITO

Bernard POZZOLI

Président du groupe Socialiste,
Républicain et Apparentés

Le groupe

- Eliane HUGUET, vice-présidente, Moulins 1
- Pascal PERRIN, vice-président, Yzeure
- Alain DENIZOT, Moulins 1
- Pascale FOUCAULT, Yzeure
- Pascale LESCURAT, Montluçon 1
- Marc MALBET, Montluçon 1
- Juliette WERTH, Montluçon 4
- Bernard POZZOLI, Montluçon 4

L'Allier immobile

Sentiment de malaise, manque de reconnaissance, baisse des moyens, absence de dialogue, ... La dernière session de juin du Conseil départemental de l'Allier a bien failli de pas avoir lieu ! Les personnels des routes et du foyer de l'enfance ont exprimé leur ras-le-bol en bloquant l'entrée de la salle d'assemblée.

Les élus de gauche avaient déjà plusieurs fois interpellés l'exécutif et le Président en particulier, sur la situation de ces services. L'attitude de la droite départementale, qui consiste à laisser pourrir le conflit, est responsable de ce qui s'est passé lors de la session de juin, en ignorant les revendications, en refusant de dialoguer avec les agents qui proposent des solutions et sont dans une démarche constructive. Il aura fallu insister à plusieurs reprises pour que le Président Claude Riboulet accepte de recevoir une délégation d'agents afin d'ouvrir la discussion.

Les agents ont ensuite décidé de lever le blocage et la session a pu reprendre en milieu d'après-midi. Nous restons cependant vigilants quant aux futures décisions qui seront prises.

C'est la seconde fois qu'un conflit de cette ampleur a lieu durant ce mandat, signe de méthodes et de décisions non adaptées. La droite n'a jamais été adepte du dialogue social, mais il est vrai que le Conseil départemental de l'Allier a connu ses plus forts mouvements de personnels ces quatre dernières années.

Claude Riboulet était arrivé à la présidence en prônant des méthodes participatives. Nous avons la démonstration qu'une nouvelle fois les actes ne suivent pas la parole. Ça n'est pas une découverte mais une constante depuis 2015. Nous avons eu droit à beaucoup de discours, d'autosatisfaction. La réalité montre que les projets sont au point mort.

Après avoir décidé de coupes drastiques dans tous les budgets et augmenté les impôts, la majorité se contente de gérer le département à la petite semaine sans vision pour l'Allier.

Compte administratif : toujours pas de miracle

Marc Malbet s'est exprimé sur le compte administratif 2018 en posant plusieurs questions, notamment sur la sincérité du budget primitif (BP). En effet, il y a une différence 12 M€ entre le montant du volume d'emprunt prévu au BP et la réalité de l'emprunt réalisé en fin d'exercice, soit une modification supérieure à 30% sur ce chapitre. L'investissement devient la variable d'ajustement du budget de fonctionnement. La « bonne gestion » n'est donc qu'un affichage politique.

De la même façon que lors de l'examen du budget primitif, nous constatons que nous allons retrouver les mêmes ratios budgétaires qu'en 2015, lorsque la droite est arrivée à la tête du département. Ces mêmes ratios qui lui avaient alors permis de déclarer le département en quasi faillite. Force est de constater que l'URB démontre elle-même que derrière les discours, il n'y a rien. La majorité départementale se glorifie d'une « gestion rigoureuse ». Nous avons rappelé que l'augmentation de 14% des impôts demandée aux Bourbonnais en 2016 n'y est pas étrangère !

Guichets SNCF

Le président de la région Auvergne Rhône-Alpes a indiqué qu'il comptait dorénavant se consacrer à la région. Il était temps après 4 ans. Nous l'avions sollicité et insisté à plusieurs reprises sur la fermeture des guichets SNCF dans l'Allier. Il semble que Laurent Wauquiez ait entendu les alertes des élus locaux puisqu'il a enfin demandé une moratoire sur ces fermetures. Nous espérons des résultats, il est inadmissible que la population n'ait plus accès aux guichets pour prendre le train.

En revanche, aucune décision n'est intervenue concernant les lignes Montluçon-Paris et Montluçon-Lyon. Il serait temps que nous soyons, là aussi, entendus.

TRESORERIE

Nous avons adopté une motion pour le maintien des trésoreries suite au projet de réorganisation des services des finances publiques, qui se traduirait par la fermetures de 9 d'entre elles dans l'Allier. Une phase de négociation va débuter avec l'Etat. Nous resterons donc très vigilants sur ce sujet.

RCEA

Enfin ! Le choix d'un concessionnaire pour la RCEA a été fait par le gouvernement. La concession autoroutière devait permettre d'aller plus vite et de flécher les crédits sur d'autres axes. Ça n'a, de fait, pas été le cas.

Malgré tout, après encore un an de retard, les travaux de sécurisation sur cet axe majeur pourront avoir lieu après des décennies de batailles pour obtenir ce résultat. C'est une bonne nouvelle pour l'Allier, même si nous devons tout de même rester vigilants sur la suite des aménagements.

Questions à Mme La Préfète

Venue présenter le rapport des services de l'Etat, Mme la Préfète a notamment été alertée par les élus de notre groupe sur la situation catastrophique de l'hôpital public. Il est urgent aujourd'hui d'apporter des moyens conséquents, il en va de la pérennité de notre système de santé. En plus du manque de médecins, L'Allier est durement touchée par la baisse de financements. Ça n'est plus acceptable.